

Planète AUF

LA LETTRE D'INFORMATION DES MEMBRES

N°27 - OCTOBRE 2012

www.auf.org

SOMMAIRE

Mot du recteur et du président 1

Actualités 2012 3

- 1> Mai - Réunion des instances de l'AUF
- 2> Juin - Inauguration du 10^e bureau régional de l'AUF
- 3> Juillet - Un nouveau plan d'action en faveur de l'enseignement supérieur ivoirien
- 4> Septembre - Symposium international « Environnement, économie et développement durable : le rôle de l'université » à Kinshasa, République démocratique du Congo, organisé par l'AUF

Perspectives 11

- 1> La nouvelle donne, une perspective à cinq ans
- 2> L'AUF au Moyen-Orient

Zoom sur les instituts de la Francophonie 13

- 1> Cinq instituts de formations diplômantes de niveau master
- 2> Deux instituts de conseil, d'expertise et de formation

Flash 18

- 1> IFADEM poursuit son développement
- 2> 87 formations ouvertes et à distance pour 2012-2013
- 3> « Volontariat international de la Francophonie » : 55 jeunes sélectionnés
- 4> Appel à candidatures 2012-2013 du programme « Eugen Ionescu »
- 5> « Cahiers Agricultures », maintenant en accès libre



MOT DU RECTEUR ET DU PRÉSIDENT

«L'université, moteur du développement des sociétés», 16^e assemblée générale de l'AUF, São Paulo, Brésil, 7 au 10 mai 2013.

« Non ducor, duco (je ne suis pas mené, je mène) : la devise de la ville brésilienne de São Paulo est celle de chaque universitaire ; c'est aussi parce qu'elle reflète l'ambition de la communauté universitaire francophone que l'AUF a décidé d'y tenir sa 16^e assemblée générale, du 7 au 10 mai 2013.

Le choix du Brésil et de São Paulo pour cette assemblée générale se justifie pleinement. Le Brésil confirme sa place de pays émergent et de pôle universitaire : sixième puissance économique mondiale, devant le Royaume-Uni, elle mobilise 6 % de son PIB dans l'éducation et s'est classée à la 13^e place parmi les pays producteurs de connaissance, dépassant la Russie en 2009. Avec ses 6,5 millions d'étudiants, le Brésil a lancé le programme « Sciences sans frontières » ; son objectif est d'envoyer 100 000 étudiants brésiliens de toutes disciplines parfaire leur formation à l'étranger d'ici à 2015.

Le désir de Francophonie y est fort : l'Agence y compte 14 universités membres et une antenne de son Bureau des Amériques est installée depuis peu à São Paulo. C'est dans cette mégalopole de plus de 20 millions d'habitants à l'urbanisme foisonnant, où les forêts de gratte-ciel côtoient des édifices au style architectural plus classique, que bat le cœur économique et culturel du pays. Sa longue tradition d'immigration en fait une ville aux multiples visages qui rassemble une population de diverses origines, notamment italienne, japonaise, libanaise et espagnole. Ville aux 90 musées marquée par la Família Artistica Paulista, elle accueille une prestigieuse biennale internationale d'art ; on y trouve un des rares musées au monde consacré à une langue, le Musée de la langue portugaise. La région aux nombreux sites historiques et naturels, comme les plages du littoral et les fazendas de café, grandes propriétés foncières brésiliennes du 19^e siècle, sont à découvrir. Éclectique, on retrouve à São Paulo le mélange des traditions (culinaires, musicales, religieuses, ...) typique du Brésil, allié au modernisme paulistain.

La 16^e assemblée générale s'adresse à vous, recteur, président ou directeur d'un des 786 établissements membres de l'AUF, des pays membres de la Francophonie institutionnelle comme d'ailleurs, de la Chine à l'Afrique du Sud en passant par l'Inde, la Russie et bien sûr le Brésil. Organisée tous les quatre ans seulement, c'est la rencontre incontournable de ceux qui, à divers degrés, étudient, forment et recherchent en français.

MOT DU RECTEUR ET DU PRÉSIDENT



Yvon Fontaine



Bernard Cerquiglini

Pour cette édition, des responsables universitaires de 98 pays seront présents pour quatre jours d'échanges, de débats, d'élections et de découvertes culturelles dans la plus grande ville du Brésil, dans le cadre unique du Mémorial d'Amérique latine dessiné par Oscar Niemeyer. Ce forum alternera tables rondes, séances plénières, rencontres informelles et activités récréatives.

Au menu des discussions, des échanges sur les problématiques-clés du milieu universitaire : marchandisation et massification de l'enseignement supérieur, financement des universités, professionnalisation des formations, échange de bonnes pratiques de gouvernance, place du numérique éducatif. Elles donneront lieu à une déclaration finale faite de recommandations ; la Francophonie universitaire y fera entendre sa voix.

Pour faciliter la conclusion ou la multiplication d'accords de coopération entre universités, des rencontres académiques expresses seront organisées ; elles permettront des échanges directs entre les nombreux participants. Les universités brésiliennes, mais aussi celles de toute l'Amérique latine où l'Agence compte des membres, seront mises à l'honneur.

L'assemblée générale est l'instance suprême de l'AUF ; c'est un moment unique dans la vie de l'Agence où, en tant que représentant d'un établissement membre, vous aurez le privilège d'élire, parmi vos pairs, un nouveau président, mais aussi, si vous le souhaitez, de gagner la confiance de l'assemblée pour siéger au conseil associatif et au conseil d'administration de l'AUF. Participer aux instances de gouvernance de l'Agence universitaire de la Francophonie est une opportunité exceptionnelle de peser sur la définition des priorités et des actions de la francophonie universitaire des quatre prochaines années ; c'est l'occasion d'agir pour ne pas laisser la formation et la recherche en français être distancées, mais bien au contraire de les mener vers les sommets de l'excellence et la reconnaissance internationale.

Une invitation à vous inscrire à cette assemblée générale vous a été adressée depuis le 15 octobre 2012 pour permettre votre participation en grand nombre à cet important événement.

Au plaisir de vivre ensemble les diversités francophones en terre brésilienne.

Bernard Cerquiglini
Recteur

Yvon Fontaine
Président

• Pour en savoir plus

Rendez-vous sur le site de la 16^e assemblée générale : www.ag2013.auf.org

Vous y trouverez les principaux éléments du programme prévisionnel, des indications sur les modalités d'inscription, les réponses aux questions que vous vous posez sur cet événement, qui est au cœur de la vie associative de l'Agence ; vous y trouverez également une foule d'informations pratiques sur le Brésil et son système universitaire.

1 > Mai – Réunion des instances de l'AUF

À l'invitation du président de l'AUF, Yvon Fontaine, les trois conseils de l'Agence universitaire (associatif, scientifique et d'administration) se sont réunis pour la première fois en Acadie, à l'Université de Moncton (Canada-Nouveau-Brunswick) les 23, 24 et 25 mai 2012.

Les principales conclusions de ces instances concernent :

- **L'approbation des orientations proposées pour l'AUF par sa direction exécutive**

Les instances ont approuvé les deux orientations d'avenir, à savoir :

- positionner l'AUF comme institution internationale reconnue pour ses compétences et son expertise dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- positionner l'AUF comme producteur de contenus scientifiques sur des thématiques et des problématiques propres à la communauté universitaire mondiale ; faire entendre sa voix dans les débats concernant l'avenir de l'enseignement supérieur et de la recherche dans le monde.

- **L'accord sur les propositions d'actualisation des statuts de l'AUF**

Les propositions d'actualisation des statuts issues du groupe de travail du conseil d'administration ont été approuvées. Elles seront soumises à adoption lors du prochain conseil d'administration en décembre 2012.

- **L'adoption du projet d'ordre du jour de la 16^e assemblée générale de l'AUF**

Le conseil d'administration a adopté le projet d'ordre du jour et le programme prévisionnel de la 16^e assemblée générale ; il a notamment discuté du contenu des activités scientifiques qui s'y dérouleront.

- **L'adhésion de quatorze nouveaux adhérents**

- **Bolivie**

Université Mayor de San Simon, Cochabamba
Statut : membre associé

www.umss.edu.bo

- **Chili**

Université des sciences de l'éducation de Playa Ancha, Valparaíso

Statut : membre associé

www.upla.cl/inicio

- **Chine**

Université des études internationales du Sichuan, Chongqing

Statut : membre titulaire

www.sisu.edu.cn

Université Tongji, Shanghai

Statut : membre associé

www.tongji.edu.cn

- **France**

École spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'industrie, Paris

Statut : membre titulaire

www.estp.fr

Institut catholique de Paris

Statut : membre titulaire

www.icp.fr

14 nouvelles institutions d'enseignement supérieur et de recherche ont rejoint le réseau universitaire international fédéré par l'AUF et composé aujourd'hui de 786 membres dans 98 pays. Les frontières de ce réseau ont été élargies avec l'adhésion de membres de quatre nouveaux pays : la Bolivie, le Chili, le Japon et le Soudan.

• Inde

Centre des sciences humaines, New Delhi
Statut : membre titulaire
www.csh-delhi.com

Université de Mumbai
Statut : membre associé
www.mu.ac.in

• Irak

Université de Bagdad
Statut : membre associé
www.uobaghdad.edu.iq

• Japon

Université Chuo, Tokyo
Statut : membre associé
www.chuo-u.ac.jp

• Mexique

Centre de recherche et des études avancées de l'Institut polytechnique national, San Pedro Zacatenco
Statut : membre associé
www.cinvestav.mx

Université technologique de Cancún, Cancun Quintana Roa
Statut : membre associé
www.utcancun.edu.mx

• Pérou

Université nationale de Trujillo
Statut : membre associé
www.unitru.edu.pe

• Soudan

Université de Khartoum, Soudan
Statut : membre associé
www.uofk.edu

• La désignation de **neuf nouveaux membres** cooptés du conseil scientifique

Les neuf nouveaux membres entreront en fonction le 7 novembre 2012 pour un mandat de trois ans. Il s'agit de M. René Joly Assako Assako (Cameroun), Mme Isabelle Glitho (Togo), M. Abdoulaye Ouattara (Côte d'Ivoire), M. Trinh Van Minh (Vietnam), M. Evens Emmanuel (Haïti), M. Nouras Barbu Lupulescu (Roumanie), Mme Ilonka Vassileva Saykova (Bulgarie), M. Abdelbaki Benziane (Algérie) et M. Hechmi Louzir (Tunisie).

• La création d'un groupe de travail en vue d'élaborer la programmation quadriennale 2014-2017

Un groupe de travail faisant appel aux membres des trois conseils a été créé pour préparer la programmation quadriennale 2014-2017 de l'AUF. Il est composé de Mme Isabelle Glitho et de Mrs Yvon Fontaine, Michel Troquet, Mustapha Bennouna et Daniel Schulthess.

• La présentation du projet de cartographie des formations et de la recherche francophones

Un état d'avancement du projet de cartographie des formations et de la recherche francophones de 2^e et 3^e cycles dans les établissements d'enseignement supérieur membres de l'AUF, conduit dans quatre régions pilotes, a été présenté aux membres du conseil associatif.

• La nomination d'un nouveau directeur au Bureau régional Afrique de l'Ouest

M. Jemaïel Ben Brahim, jusqu'alors membre du conseil associatif et du conseil d'administration de l'AUF, a été nommé directeur du Bureau régional Afrique de l'Ouest. M. Ben Brahim a pris ses fonctions le 1^{er} septembre 2012.

→ Les prochaines réunions des instances se tiendront les 17, 18 et 19 décembre 2012 à Paris (France).

Portrait : Entretien avec Mme Ana Gutu, vice-rectrice coopération internationale à l'Université internationale libre de Moldavie, membre du conseil associatif de l'AUF.



• *Mme Gutu, vous êtes notamment docteure en philologie romane, vice-rectrice de l'Université libre internationale de Moldavie, députée moldave et membre du conseil associatif de l'AUF : quel impact a eu la langue française dans votre carrière professionnelle ?*

Disons que la langue française est plus qu'un projet de carrière, c'est le cadre spirituel obligatoire qui m'a permis de mieux connaître ma langue maternelle – le roumain, mais aussi de construire un trajet professionnel, allant d'une modeste fonction de professeur de langue française dans une école de Transnistrie (région sécessionniste en République de Moldavie) jusqu'aux engagements politiques, assumés suite à une expérience managériale harmonieusement bâtie grâce à mes activités au sein de l'AUF à partir de 1997. Cela signifie que la langue française m'a ouvert toutes les portes envers l'expertise en matière de gouvernance universitaire, mais aussi en matière des sciences de la langue. Je suis d'une certaine manière fière de ne pas avoir suivi d'autres formations ponctuelles (en droit ou en gestion), je dis souvent que la langue française m'a tout donné : la rigueur et la discipline du comportement professionnel, la clarté et la précision de la pensée, la profondeur civilisatrice dans la formulation des solutions pour n'importe quels problèmes. Croyez-moi, je n'exagère point. De nos jours, il n'est pas si répandu de voir des linguistes résoudre des questions de politiques éducationnelles ou étrangères. De ce point de vue, je fais la différence, car la langue française m'a aussi appris à assumer des responsabilités, au niveau institutionnel, national ou international.

• *En matière d'insertion professionnelle, le phénomène des diplômés chômeurs est une réalité de plusieurs pays francophones. La Moldavie n'y échappe pas, avec un exode important des jeunes. Comment expliquer cet exode et quel rôle peut jouer la francophonie universitaire pour lutter contre cette fuite des cerveaux ?*



Ana Gutu

La fuite des cerveaux, alias des jeunes diplômés qualifiés, est en effet un phénomène propre aux pays en transition de la société totalitaire vers la société démocratique. Cette impatience des jeunes est parfois justifiée : avoir plus tôt les avantages d'une carrière brillante ailleurs que dans son propre pays, où il faut d'abord travailler dur afin de faire changer les choses. Tout de même, je crois qu'en République de Moldavie le paradigme a un peu changé. Je juge d'après nos ex-étudiants de la filière francophone Gestion de l'Université Internationale de Moldavie. Beaucoup d'entre eux sont rentrés chez eux après avoir suivi des formations dans des universités francophones en France, au Canada, en Belgique, en Suisse. Ils travaillent dans des entreprises moldaves à capital francophone, telles que Groupe Société Général, France Télécom, Lafarge et d'autres compagnies. Certainement, la connaissance du français est un avantage pour eux ; en plus, ils sont aussi bénéficiaires d'un projet de double diplôme, soutenu par l'AUF, fait hautement apprécié par les employeurs. Voilà pourquoi j'ai toujours soutenu les initiatives des projets institutionnels qui mettent ensemble professeurs et étudiants francophones au profit des formations conjointes, débouchant vers des emplois sûrs et assurant le lien sociétal entre l'université et le marché de l'emploi. L'AUF a beaucoup fait et continue d'œuvrer dans ce sens. Nous sommes là pour élaborer des politiques correctes au niveau des instances de l'AUF et au niveau de nos établissements.

- *Enfin, l'AUF tiendra sa 16^e assemblée générale au Brésil du 7 au 10 mai 2013. Quelles sont vos attentes par rapport à cet événement qui réunira des universités de 98 pays ?*

Je suis sûre que la prochaine assemblée générale de l'AUF qui se tiendra au Brésil en 2013 sera une première en matière de localisation : pour la première fois elle aura lieu sur le continent sud-américain. L'extension fulminante de l'AUF ces trois dernières années vers l'Amérique du Sud, mais aussi vers l'Asie (plus concrètement la Chine, le Japon, l'Océanie) apporte des accents particuliers à l'AUF. Nous ne sommes plus un club élitiste des établissements entièrement ou partiellement Francophone, mais une véritable association,

unique dans son genre, d'abord, par une solidarité sans précédent assumée au niveau régional et mondial autour des problèmes liés à la recherche, à la formation et à la gouvernance universitaires, et ensuite par l'expertise que les universitaires de l'AUF sont prêts à diffuser afin de faire valoir les expériences les plus réussies en matière de réformes et perfectionnement des systèmes de l'enseignement supérieur. Je crois que la prochaine assemblée générale fera un pas en avant sur la voie de la mise en communication des continents qui se donnent la main sous l'égide de l'AUF, ce qui me paraît exceptionnel !



2 > Juin – Inauguration du 10^e bureau régional de l'AUF

Le nouveau bureau régional Maghreb, installé dans les locaux de l'Université Mohammed V-Agdal (Rabat, Maroc) a été inauguré le 25 juin 2012 par le président et le recteur de l'AUF.

Des représentants du Ministère des Affaires étrangères et du Ministère de l'Enseignement supérieur du Maroc, des représentants du corps diplomatique des pays francophones, des Présidents et Recteurs d'universités des pays du Maghreb ainsi que de nombreux invités partenaires de l'AUF ont pris part à cet événement.

Interlocuteur privilégié des 99 membres de l'AUF dans la région du Maghreb, ce nouveau bureau permettra à l'Agence de renforcer sa collaboration avec ses adhérents. Il représente l'AUF auprès des autorités compétentes, tant au Maroc que dans les autres pays du Maghreb ; il réalise la promotion de l'ensemble des projets de l'Agence dans ces territoires et suscite les collaborations scientifiques entre les établissements d'enseignement supérieur membres de la région et les autres pays francophones.

Directrice du Bureau Maghreb :
Mme Cristina Robalo-Cordeiro
 Site internet : www.auf.org/bureau-maghreb



3 > Juillet – Un nouveau plan d'action en faveur de l'enseignement supérieur ivoirien

Après la fin des troubles politiques qui ont touché le système universitaire ivoirien en 2011, les institutions membres de l'AUF, en liaison avec le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de Côte d'Ivoire, ont élaboré un plan d'action à court terme pour l'enseignement supérieur et la recherche scientifique en Côte d'Ivoire.

Ce plan d'action soutient la Côte d'Ivoire dans sa démarche de reconstruction et de modernisation de l'enseignement supérieur. Il concerne les trois principales universités du pays situées à Abidjan, l'Université Félix Houphouët-Boigny⁽¹⁾, l'Université Alassane Ouattara et l'Université Nangui-Abrogoua et couvre les domaines constitutifs de l'enseignement supérieur et de la recherche, la gouvernance, la formation et la recherche.

Quatre objectifs y sont présentés : moderniser le système d'enseignement supérieur ; améliorer la qualité de la formation et de la gouvernance, soutenir la recherche, penser les défis et enjeux de l'enseignement supérieur. L'AUF signataire du plan d'action avec le gouvernement ivoirien accompagne sa mise en œuvre.

Pour répondre aux urgences, l'AUF a équipé et rendu fonctionnel un campus numérique francophone^{MD} hébergé par l'Ecole normale supérieure d'Abidjan, inauguré en février 2012.

Des actions immédiates ont été engagées pour préparer la rentrée académique de septembre 2012 avec, entre autres, la formation de cohortes d'enseignants-chercheurs à la mise en ligne de cours et la tenue d'ateliers de rédaction des curriculums scientifiques pour les universités Félix Houphouët-Boigny et Nangui-Abrogoua, la formation de cohortes de responsables de gestions académique et administrative et la poursuite des actions conduites en vue de la mise en place de systèmes d'information dans les universités (LMD).

⁽¹⁾A l'occasion de la réouverture des universités ivoiriennes en septembre 2012, certaines universités publiques et unités de recherche de Côte d'Ivoire ont été rebaptisées dont l'Université d'Abidjan-Cocody renommée Université Félix Houphouët-Boigny, l'Université d'Abobo-Adjamé devenue Université Nangui-Abrogoua et l'Université de Bouaké rebaptisée Université Alassane Ouattara.

Portrait : Entretien avec Mme Ramata Bakayoko-Ly, Présidente de l'Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan, Côte d'Ivoire), membre du conseil scientifique de l'AUF.



• *La crise postélectorale a pris fin en Côte d'Ivoire il y a maintenant un an et demi. Vous êtes présidente de l'Université Félix Houphouët-Boigny : dans quel état se trouvait votre établissement à votre arrivée à la présidence, et quels sont les défis auxquels vous êtes aujourd'hui confrontée ?*

Il est avant tout important de préciser le contexte historique du système d'enseignement supérieur en Côte d'Ivoire. Depuis plus de trois décennies, l'université ivoirienne, qui était une référence



Ramata Bakayoko-Ly

dans la sous-région, est confrontée à d'énormes difficultés du fait des crises économiques et sociopolitiques. L'Université Félix Houphouët-Boigny (ex-Cocody) a connu, à l'instar des autres

universités publiques de Côte d'Ivoire, une longue période de crise marquée par ses années académiques tronquées, la dégradation avancée de ses infrastructures, de son environnement, la baisse de la qualité de l'enseignement, de la recherche et la violence instaurée par les étudiants sur son espace. Cette situation s'est exacerbée avec la crise postélectorale qui a conduit au pillage des équipements, à la destruction de certaines infrastructures et surtout à la perte d'une partie de la mémoire de notre Institution.

En vue de se donner les moyens de sortir de cette impasse, les autorités ivoiriennes ont dégagé d'énormes moyens (152 500 000 euros) pour la réhabilitation des infrastructures, l'équipement des laboratoires, des salles de cours et des amphithéâtres. S'il est établi que le Gouvernement a joué sa partition, il appartient maintenant aux acteurs de la communauté universitaire de relever, au plan académique, trois défis majeurs pour la rentrée académique 2012-2013. Il s'agit de : l'accueil de trois promotions de bacheliers en première année ; la maîtrise du calendrier académique et la mise en œuvre de la réforme LMD. Pour relever ces défis, nous avons élaboré et fait valider par les principaux acteurs de l'Université un Plan d'Urgence pour la rentrée académique 2012-2013. Ce plan propose des actions et des besoins minima à réaliser ou à satisfaire pour que la crise, qui a si durement touché notre institution, devienne une fenêtre d'opportunité pour son renouveau.

Pour les trois promotions de bacheliers à accueillir en première année, l'introduction des TIC pourra apporter un début de confort dans l'accès aux contenus des cours par les étudiants. En effet, les infrastructures technologiques dont nous allons disposer vont permettre aux enseignants de mettre certains cours en ligne en vue de les rendre accessibles via le net. Il sera également possible de suivre les enseignements d'un professeur par vidéoconférence.

- *De manière plus générale, vous savez que l'AUF est fortement mobilisée, en lien avec les universités membres de Côte d'Ivoire, pour appuyer le renouveau du système universitaire du pays. Quels sont les chantiers prioritaires pour lesquels vous comptez sur le soutien de l'AUF ?*

Il faut dire que l'AUF s'est engagée à accompagner le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche dans le processus de reconstruction post crise des Universités et Grandes Ecoles de Côte d'Ivoire, comme elle l'a fait pour Haïti après le séisme.

À cet effet, le Recteur de l'Agence et ses collaborateurs ont effectué plusieurs missions d'échanges et d'informations en Côte d'Ivoire. Au cours de ces missions, l'état des lieux, les besoins et les perspectives des Universités et Grandes Ecoles ont été analysés. Un plan d'action pour l'enseignement supérieur a été élaboré par les structures d'enseignement supérieur et de recherche autour de quatre objectifs stratégiques : moderniser le système d'enseignement supérieur ; améliorer la qualité de la formation et de la gouvernance ; soutenir la recherche et penser les défis et enjeux de l'enseignement supérieur en Afrique.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan, les appuis de l'Agence sont multiformes. Pour ce qui concerne notre institution, nous pouvons relever : la formation de 210 enseignants des UFR de l'Ex-Faculté des Sciences et Techniques à la conception et à la mise en ligne des cours ; la formation de 21 formateurs à la conception et à la mise en ligne des cours ; l'appui à l'élaboration des curriculums au format LMD dans les domaines « Sciences et Technologies » et « Sciences Agronomiques » ; la formation des responsables de la scolarité et des informaticiens à la gestion du cursus des étudiants dans le système LMD.

Outre ces actions, l'AUF se propose de nous accompagner dans la mise en œuvre de nos chantiers prioritaires par la mise en place d'un campus numérique francophone partenaire ; l'accompagnement de l'IFGU à l'élaboration des curriculums dans le cadre du système LMD ; l'acquisition du système d'information et de gestion cocktail-scolaire et le renforcement des capacités des enseignants des autres UFR à la conception et à la mise en ligne des cours, des responsables des structures de formation et de recherche à la gouvernance universitaire, des bibliothécaires, des documentalistes et des gestionnaires des environnements numériques de travail dans l'accompagnement au LMD.

- *Enfin, vous quitterez en novembre le conseil scientifique de l'AUF, après deux mandats consécutifs de trois années. Quel regard portez-vous sur cette expérience et qu'allez-vous en retenir ?*

Cela a été une expérience fort enrichissante. Tout d'abord, elle m'a permis d'assurer la présidence de la Commission Régionale d'Experts (CRE) du Bureau Afrique de l'Ouest de l'AUF et de contribuer ainsi à la mise en œuvre de sa programmation quadriennale, fondée sur

l'approche projet. La CRE est le conseil scientifique régional qui, tout en contribuant au développement des capacités des institutions universitaires, favorise la coopération entre elles.

Ensuite, mes capacités d'analyse et d'évaluation des programmes de formation et de recherche en ont été renforcées. Par exemple, ma participation au jury du «Prix Sciences et Médecine» pour Jeunes chercheurs a fait ressortir une convergence internationale dans l'approche méthodologique et l'évaluation des travaux des chercheurs. Enfin, je dois ma grande ouverture à l'international à l'Agence et à ses 800 établissements membres, qui m'ont permis de prendre la pleine mesure de l'existence d'une véritable francophonie scientifique.

Tous ces acquis sont des atouts pour le développement de mon université, qui a également bénéficié de l'élan de solidarité des autres membres du conseil scientifique dans le contexte difficile de sortie de la crise postélectorale. Plusieurs d'entre eux sont

intervenues, directement ou indirectement, pour apporter leur pierre à la reconstruction de notre système universitaire ivoirien, en contribuant à multiplier les échanges avec d'autres universités de l'espace francophone ; je tiens chaleureusement à les en remercier.

Je quitterai donc le conseil « avec une pointe de nostalgie », mais avec le sentiment d'avoir été membre d'une instance qui incarne au plus haut niveau les valeurs de la Francophonie que sont la rigueur, l'excellence et la solidarité. À n'en point douter, l'expérience acquise à l'issue de mes deux mandats me sera très utile dans la gouvernance aussi bien administrative, académique que scientifique de l'Université Félix Houphouët-Boigny. Je voudrais terminer mon propos sur une note de reconnaissance au conseil scientifique pour ce qu'il m'a apporté et au Recteur Bernard Cerquiglini pour sa forte implication dans le processus de reconstruction post crise du système d'enseignement supérieur ivoirien.

4 > Septembre : Symposium international « Environnement, économie et développement durable : le rôle de l'université » à Kinshasa, République démocratique du Congo, organisé par l'AUF

L'Agence universitaire de la Francophonie, en partenariat avec l'Université de Kinshasa, la Conférence des Recteurs des universités francophones d'Afrique et de l'Océan Indien (CRUFAOCI) et le Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur (CAMES), a organisé les 12 et 13 septembre 2012 à Kinshasa un Symposium international dans la perspective du XIV^e Sommet de la Francophonie sur le thème : « Environnement, économie et développement durable : le rôle de l'université ».

Forts de leurs actions, de leurs expériences et de leur volonté de les partager, les établissements membres, mobilisés au sein de l'Agence universitaire de la Francophonie, ont souhaité aider à la décision et éclairer les choix des instances politiques en leur apportant leurs contributions dans ce domaine.

Les participants ont tiré de leurs travaux les conclusions suivantes, qu'ils désirent partager avec les autorités gouvernementales de leurs pays respectifs, les instances supérieures de la Francophonie, ainsi que l'ensemble des partenaires publics et privés et autres partenaires au développement.

Déclaration de Kinshasa (extrait)

Les participants au Symposium international de Kinshasa ont tenu à souligner :

- 1> qu'il ne peut y avoir de politique de développement durable sans une véritable politique de développement durable de l'université ;
- 2> que la promotion d'une culture du développement durable est indispensable et salutaire pour le développement et la performance de nos sociétés ;
- 3> que le rôle de l'université dans l'éducation au développement durable de nos populations est déterminant et doit être renforcé en permanence ;
- 4> que les universités doivent soutenir en leur sein cette démarche et contribuer à son enracinement dans la société ;
- 5> que pour ce faire, les universités, à travers leurs missions de formation, de recherche et de service à la société, doivent œuvrer à la promotion de l'engagement éthique et citoyen de leurs membres, étudiants et diplômés en vue d'un développement et d'une croissance durables et partagés ;
- 6> que les universités, si elles veulent être plus responsables et plus proactives devant les besoins de leurs sociétés, doivent repenser leurs méthodes pédagogiques, leur offre de formations théoriques et pratiques centrées sur des thématiques transdisciplinaires et sur les besoins locaux.

A ce titre, les participants soutiennent l'engagement des universités pour :

- favoriser la modernisation de leurs formations et de leurs pratiques pédagogiques,
- mieux assurer la participation des étudiants dans les instances des universités,
- renforcer la bonne gouvernance des universités -autonomie//responsabilité- basée sur une démarche qualité (évaluation – décision – action).

Plus concrètement, les participants recommandent :

- 1> la mise en place, dans l'espace francophone, d'un réseau associant universités, États, société civile, collectivités et entreprises locales pour faire émerger, faire connaître et appuyer les pratiques positives en matière de développement durable : formations transversales, éco-campus, campagnes citoyennes, universités vertes. . .
- 2> le renforcement dans les cursus de formation de la prise de conscience et de la culture du développement durable pour susciter le changement effectif des comportements et des mentalités ;
- 3> la promotion au niveau local d'espaces de dialogue et de partenariat entre l'université, le politique et les autres acteurs économiques et sociaux sur et autour de cette thématique ;
- 4- l'appui à la création d'un réseau international des étudiants francophones qui leur permette d'échanger sur leurs bonnes pratiques et d'affiner leurs engagements ;
- 5> la création, au sein de l'AUF, d'un réseau thématique dédié au développement durable qui favorisera l'émergence d'observatoires dédiés, la mobilité des étudiants, des enseignants et des chercheurs, et l'échange des thèmes et résultats de recherche et de formations à travers les campus numériques francophones.

Forts de cette déclaration et déterminés à engager ces recommandations, les participants considèrent qu'il ne saurait y avoir de développement durable et partagé de l'enseignement supérieur sans des dispositifs qui, dans l'ensemble de l'espace francophone, facilitent la mobilité des étudiants, des enseignants, des chercheurs et des acteurs de l'innovation.

Ils reconnaissent enfin que le développement durable ne peut être réalisé sans la valorisation de la responsabilité sociétale des universités, sans des cadres de concertation entre les différents acteurs, bref, sans des actions de solidarité active, responsable et participative de tous pour tous.

En conséquence de quoi les participants au Symposium de Kinshasa lancent un appel aux Chefs d'État et de gouvernement pour qu'ils renforcent les moyens des universités et du réseau interuniversitaire francophone (AUF) pour qu'ensemble, ils jouent pleinement leur rôle dans cette dynamique.

Fait à Kinshasa, ce 13 septembre 2012

Les participants

• 14^e sommet de la Francophonie

Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo, a accueilli du 12 au 14 octobre 2012 le XIV^e Sommet de la Francophonie. Les Chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage se sont réunis autour du thème : « Francophonie, enjeux environnementaux et économiques face à la gouvernance mondiale ».

1 > « La nouvelle donne, une perspective à cinq ans », par M. Pierre Noreau, vice-recteur à la programmation et au développement de l'AUF

Souvent décrite comme une Agence de transfert (ou de moyens), l'AUF qui regroupe près de 800 institutions, se conçoit plutôt aujourd'hui comme un vecteur de la coopération universitaire.

Opérateur de la Francophonie, elle a graduellement réaffirmé sa vocation d'origine, celle d'association d'universités. Longtemps centralisée et hiérarchisée, elle a déconcentré ses activités et mis en œuvre ses projets dans une perspective horizontale et régionalisée. Après avoir, avec succès, soutenu la mobilité des étudiants et des professeurs, l'Agence recourt maintenant à de nombreux autres moyens : campus numériques francophones^{MD}, formations ouvertes et à distance, etc. Si le partage du savoir et la constitution de réseaux universitaires ont longtemps servi d'axes intégrateurs à ses activités, l'Agence souhaite aujourd'hui favoriser également la production de connaissances nouvelles et le renforcement de la gouvernance universitaire.

Que sera l'Agence dans cinq ans ? On peut lui fixer quelques nouveaux objectifs :

- **L'AUF : un acteur international**

Au cours des prochaines années, l'Agence devra assumer son rôle d'institution internationale, jusqu'à devenir un interlocuteur incontournable dans le débat sur l'avenir de l'enseignement supérieur et de la recherche dans le monde. L'AUF ne sera pas seulement le représentant de l'université au sein de la Francophonie mais le porte-parole de la communauté francophone dans le monde scientifique. On la reconnaîtra pour ses perspectives innovatrices, sa capacité à nommer les enjeux et à définir les perspectives qui s'offrent à l'Université de demain.

En tant que réseau universitaire international, l'AUF sera devenue un carrefour de la coopération et un relais des universités vers les grandes organisations internationales vouées au développement : Nations Unies, Banques de développement et grandes fondations vouées au développement de l'Université et de la Recherche.



Pierre Noreau

- **L'Université : un moteur pour le développement des sociétés**

L'AUF aura fait valider cette idée-force : l'enseignement supérieur est un moteur du développement des sociétés. On reconnaîtra sa contribution à l'essor du mouvement universitaire international, et par cette voie, à l'égalité des individus, des peuples et des Nations qui sont les fondements de la société démocratique. La Francophonie ne sera pas seulement définie comme un consortium d'États mais comme un lieu de rencontre des savoirs et des collectivités, la condition d'une construction continue de nos sociétés.

- **L'Agence : un outil de l'excellence universitaire**

Par son action, l'AUF aura favorisé le déploiement de stratégies démultipliatrices. Elle visera moins à former les individus qu'à préparer les formateurs et à soutenir les institutions universitaires. Celles-ci ne seront d'ailleurs pas considérées comme des entités isolées, mais comme les relais d'un immense réseau de coopération. L'idée même de coopération ne se fondera pas seulement sur les relations Nord-Sud mais favorisera les relations Sud-Sud, se montrant fidèle aux principes directeurs de l'égalité universitaire.

L'Agence aura acquis une forte crédibilité en tant qu'organe d'évaluation universitaire, notamment en matière de recherche scientifique, de gouvernance universitaire et de formation. Pour la gouvernance, elle aura développé un plan de formation des cadres universitaires et un vaste réseau de compétence. Dans le domaine de l'enseignement, elle sera devenue le principal canal de la formation à distance et un réservoir de compétences incontournable en matière de TICE à l'université.

• **AUF : le facteur structurant**

L'AUF sera reconnue pour sa contribution dans la restauration et le développement de plusieurs grands systèmes d'éducation supérieure, situés

dans des régions du monde en sortie de crise. Son expertise sera sollicitée pour les réformes mises en œuvre en matière de formation et de recherche, tant au sein qu'à l'extérieur de la Francophonie. Elle aura mobilisé les réseaux de coopération qui structurent le monde universitaire francophone et les aura mis au service du développement de la communauté mondiale.

Valorisant sa double nature d'opérateur et d'association, l'AUF aura montré la pertinence de la coopération universitaire et son rôle dans la société de la connaissance, prouvé l'efficacité de ses stratégies et illustré les idéaux de la solidarité francophone.

2 > « L'AUF au Moyen-Orient » par Mme Salwa Nacouzi, directrice du Bureau Moyen-Orient de l'AUF

« Des formations au service de l'espoir et de la Vie Continue » c'est ainsi que la responsable du campus numérique francophone^{MD} de Damas, Mayssa Sioufi, professeure de littérature française et surtout collègue et amie de Mme Nacouzi conclut son bilan d'activité de l'année universitaire qui vient de s'écouler. Elle résume en quelques mots l'état d'esprit et l'engagement de notre Bureau Moyen-Orient de l'AUF en cette rentrée 2012-2013.

De Beyrouth, Damas, Alep, Bagdad, Khartoum, Naplouse, Sanaa' et autres capitales et villes de nos treize pays membres, nous, administratifs, enseignants, chercheurs, éducateurs sommes conscients de la nécessité de former, d'insérer, d'éduquer des citoyens capables d'épanouissement personnel et acteurs de l'intérêt général. Continuer, ne pas s'arrêter, ne pas se retourner, garder le cap, croire en l'avenir envers et contre tous, c'est notre détermination au quotidien.

Nos implantations syriennes nous ont donné l'exemple cette année. Nos collègues toujours présents, toujours actifs et à l'écoute des étudiants et des enseignants, ont dispensé et rendu de multiples formations et services.

À leur instar nous avons, malgré les difficultés, développé de nombreuses activités dans les domaines de la recherche, de la formation et de la gouvernance. Le TEMPUS OIPULES qui regroupe onze universités de la région, se déroule selon le calendrier prévu. Plus de treize conférences et colloques se tiendront ce dernier



Salwa NACOZI

trimestre dont celui de Birzeit en Palestine qui ouvrira l'année universitaire sur la thématique du Français sur Objectif Universitaire (FOU). Le volet recherche du Master SOUFI « Négociation internationale » donnera lieu à un colloque régional qui se tiendra à l'Université Libanaise. À ces colloques, il faudrait ajouter les activités très diversifiées du Collège Doctoral de Français du Moyen-Orient (CODFRAMO) et de l'École Doctorale de Droit du Moyen-Orient (EDDMO). Enfin, cette année et pour la première fois, les

Présidents et Recteurs de la région se réuniront en novembre à Djibouti dans le cadre de la Conférence Régionale des Recteurs du Moyen-Orient (CONFREMO) afin de créer des partenariats solides et solidaires entre leurs établissements. En formation, plusieurs sessions sont programmées en Égypte, au Liban et pour la deuxième année consécutive et en collaboration avec l'Institut Français, une formation sur « l'Analyse du discours littéraire » se déroulera à Erbil en Irak.

Nous n'oublions jamais la culture. Un événement exceptionnel cette année rassemblera étudiants et enseignants de nos universités partenaires en association avec nos campus numériques francophones^{MD} (CNF), en Syrie, au Liban, en Palestine, en Égypte et en Irak. À l'occasion des 20 ans du Bureau Moyen-Orient, nous profitons de la présence du Jury de l'Académie Goncourt au Salon du Livre Francophone à Beyrouth pour participer, en partenariat avec l'Institut Français du Liban au Jury étudiant qui désignera le 31 octobre le lauréat de « Liste Goncourt/ Le Choix de l'Orient ». Nos étudiants liront la sélection du Jury, choisiront le lauréat à Beyrouth au Salon, une ultime délibération verra la proclamation du Prix qui sera suivi d'un débat avec l'Académie Goncourt. Tous nos collègues travaillent déjà en réseau dans la région à la réussite de ce projet.

Enfin, nous sommes fiers d'accueillir trois nouveaux membres associés : l'Université de Khartoum (Soudan), l'Université de Bagdad (Irak) et l'Université de Damanhour (Égypte). Deux nouveaux campus numériques francophones partenaires (CNFP) s'ajoutent à nos 4 campus numériques francophones^{MD}, celui de l'Université de Djibouti déjà en activité et celui de Palestine qui est à l'étude. À ces CNFP, il faudrait ajouter le développement d'un nombre important de point d'accès à l'information (PAI) dans nos universités partenaires et au sein des bibliothèques, assurant ainsi un service de documentation et d'information en ligne de qualité. Enfin, parmi les projets à venir, nous déposerons entre autres un nouveau projet TEMPUS en février 2013 sur l'innovation pédagogique et l'apprentissage à distance.

Nous célébrerons nos 20 ans tout au long de l'année 2013, le bel âge dit-on, le printemps de la vie comme le printemps de la région. L'âge du cran, de l'aventure, de la créativité, mais aussi l'âge des turbulences, des troubles, et des questionnements. C'est un défi qu'il faut relever pour que les printemps accouchent d'une maturité sereine.

Je terminerai en empruntant cette citation à Romain Rolland « Même sans espoir, la lutte est encore un espoir » (L'âme enchantée – 1).

⁽²⁾ Technologies de l'information et de la communication pour l'éducation.

ZOOM

1 > Cinq instituts de formations diplômantes de niveau master

Répondant à la demande des Chefs d'État et de gouvernement ayant le français en partage dans le cadre des Sommets de la Francophonie, l'Agence universitaire a ouvert depuis 1993 cinq instituts internationaux de la Francophonie spécialisés en informatique, en administration et gestion, en médecine tropicale et en entrepreneuriat.

Gérés de façon multilatérale, ces instituts sont des lieux de formation de haut niveau. Les enseignements sont dispensés en français et réalisés en partenariat avec des universités et des entreprises. Ces instituts développent

également des programmes de formation continue ; ils offrent des formations à la recherche et assurent des fonctions d'expertise.

En 2011, les instituts internationaux de la Francophonie ont formé 244 étudiants.

• **L'Institut de la Francophonie pour l'Administration et la Gestion (IFAG), Sofia, Bulgarie, www.ifag.auf.org**



Créé en 1996, l'Institut de la Francophonie pour l'Administration et la Gestion forme des gestionnaires, des entrepreneurs

et des cadres des organisations publiques et privées. Il dispense une formation universitaire de niveau master 2. Les étudiants reçoivent au terme de la formation l'un des trois diplômes suivants : le master droit-économie-gestion, spécialité administration des entreprises, délivré par l'Université de Nantes (France) ; le master sciences de gestion, spécialité management public, délivré par l'Université de Liège (Belgique) et le master droit-économie-gestion, spécialité entrepreneuriat en économie sociale et solidaire, délivré par l'Université Lumière Lyon 2 (France). Par ailleurs, l'IFAG coordonne les activités d'un Collège doctoral francophone régional ès sciences économiques et de gestion.

• **L'IFAG en chiffres**

Depuis sa création, l'IFAG a formé plus de 1 100 diplômés, dont plus de **600 femmes**. Plus de la moitié d'entre eux sont des Bulgares, les autres représentent **31 nationalités** : Albanais, Algériens, Arméniens, Biélorusses, Béninois, Camerounais, Comoriens, Croates, Géorgiens, Guinéens, Haïtiens, Ivoiriens, Kazakhes, Lettons, Libanais, Lituanais, Macédoniens, Malgaches, Marocains, Moldaves, Polonais, Roumains, Russes, Sénégalais, Serbes, Tchadiens, Togolais, Tunisiens, Turcs, Ukrainiens et Vietnamiens.

La 15^e promotion (2011-2012) était composée de 68 étudiants.

117 étudiants de 25 nationalités ont été admis pour la 16^e promotion (2012-2013).

• **L'Institut de la Francophonie pour l'Informatique (IFI), Hanoï, Vietnam, www.ifi.auf.org**



L'IFI a été créé en 1993. Il propose deux masters de niveau international : le master systèmes et réseaux co-diplômé

par l'Université Claude Bernard, Lyon (France) et par l'Université nationale de Hanoï (Vietnam) ; le master intelligence artificielle et multimédia,

diplômé par l'Université de la Rochelle (France) et l'Université nationale de Hanoï (Vietnam).

Pour les étudiants qui se destinent à la recherche, l'IFI offre un environnement de travail privilégié. L'équipe compte aujourd'hui quinze doctorants impliqués dans des recherches de pointe directement associées au développement local.

• **Nomination d'un nouveau codirecteur à l'IFI**

Le nouveau codirecteur de l'IFI, M. Olivier Camp a pris ses fonctions le 10 septembre 2012. Il remplace M. Richard Canal, nommé Directeur exécutif de l'Institut de la Francophonie pour l'Ingénierie de la Connaissance et la formation à distance (IFIC) à Tunis.

L'arrivée de M. Camp à l'IFI accompagne la transition de l'IFI vers l'Université Nationale de Hanoï (Vietnam). Nous parlant des grands objectifs de la nouvelle situation, le nouveau co-directeur M. Camp a affirmé que l'une de ses

missions principales et aussi le premier objectif de l'IFI est de « *conduire le mieux possible la transition jusqu'à ce que l'IFI soit pleinement intégré au sein de l'Université Nationale de Hanoi et continue à évoluer* ». Pour ce faire, une priorité selon lui est d'améliorer les résultats de recrutement, notamment le nombre d'étudiants par promotion. Il s'agit également de renforcer la reconnaissance régionale et internationale de l'institut. Les efforts devront donc se déployer pour « *accroître le nombre d'accords avec d'autres universités dans le monde* ».

Dans cette orientation, l'IFI devrait s'ouvrir davantage, en attirant non seulement plus d'étudiants de l'ensemble du Vietnam mais aussi d'autres pays francophones. Cette préoccupation vise à « insister sur le caractère international de

la Francophonie et à encourager l'utilisation du français comme une véritable langue d'échange entre des étudiants francophones de diverses provenances », a ajouté M. Camp.

• **L'Institut de la Francophonie pour la Médecine Tropicale (IFMT), Vientiane, Laos, www.ifmt.auf.org**



Créé en 2000, l'IFMT forme des spécialistes en santé tropicale. Il propose une formation dans les domaines de la santé publique, de l'épidémiologie et à la méthodologie de la recherche adaptée aux principaux problèmes sanitaires de la région Asie du Sud-Est. Les étudiants peuvent obtenir deux diplômes : un diplôme de master en médecine tropicale et santé internationale de l'Université nationale du Laos et un diplôme de maîtrise en santé communautaire de l'Université Laval (Québec, Canada).

• **Signature d'un accord de double diplomation entre l'Université Laval, Québec (Canada) et l'IFMT**

L'IFMT et l'Université Laval (Québec, Canada) ont signé en 2011 un accord pour la mise en œuvre d'un programme délocalisé de maîtrise en santé communautaire de l'Université Laval en double diplomation.

Des étudiants de l'IFMT, parmi les meilleurs, peuvent désormais recevoir deux diplômes : un diplôme de master en médecine tropicale et santé internationale de l'Université nationale du Laos et un

diplôme de maîtrise en santé communautaire de l'Université Laval. L'obtention du diplôme canadien facilitera la préparation d'un doctorat (PhD) dans une université canadienne ou américaine. Cet accord sanctionne la qualité de l'enseignement et de la recherche qui se font à l'IFMT et positionne clairement l'IFMT comme une institution régionale qui, par l'excellence de son enseignement et ses capacités de recherche, est capable de préparer de jeunes médecins à des études doctorales dans des institutions prestigieuses.

• **L'Institut de la Francophonie pour l'Entrepreneuriat (IFE), Réduit, Maurice, www.ife.auf.org**



Depuis 1999, l'IFE offre la possibilité de suivre le master création, reprise d'entreprise et entrepreneuriat délivré par l'Université de Bordeaux IV (France) et le master entrepreneuriat et PME délivré par l'Université Paris-Est Créteil Val de Marne (France). En 2008, l'IFE a développé, en partenariat avec le Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) des Pays de la Loire (France), un dispositif numérisé à distance destiné aux créateurs d'entreprises : l'Incubateur Virtuel de la Francophonie pour l'Entrepreneuriat (IVFE). Deux parcours de formation sont proposés : la création d'entreprise et la sensibilisation à la création d'entreprise, sur une durée de huit à dix mois. Ainsi, un porteur de projet de création d'entreprise d'un pays du Sud a à sa disposition une solution accessible et flexible pour maîtriser la démarche entrepreneuriale et avancer dans la concrétisation de son projet.

- **L'IFE et l'IVFE en chiffres**

Depuis sa création en 1999, l'IFE a formé 420 experts en entrepreneuriat dans 28 pays du Sud. Le taux moyen de création d'entreprises est de 40 %. 50 % des diplômés de l'IFE sont issus de la région (Madagascar, Maurice, Comores), les autres viennent des Caraïbes, du Maghreb, de l'Afrique de

l'Ouest, de l'Afrique centrale et de l'Asie du Sud-Est.

33 étudiants ont été sélectionnés pour l'année universitaire 2012-2013 (15^e promotion).

Depuis sa création en 2008, l'IVFE a accompagné 112 porteurs de projets de création d'entreprise.

- **L'Institut Aimé Césaire, Port au Prince, Haïti**



Institut Aimé Césaire

L'Institut Aimé Césaire a été créé en 2006 à Port-au-Prince pour former des spécialistes en gestion des administrations et des entreprises. Il a été

détruit lors du séisme qui a touché Haïti en janvier

2010. Les formations de niveau master en «entreprises et marché» et «gestion des collectivités territoriales» ont été délivrées jusqu'en 2011 à l'Université des Antilles et de la Guyane.

L'Institut est en cours de reconfiguration en école doctorale.

2 > Deux instituts de conseils, d'expertise et de formation

En 2010 et 2012, l'AUF a créé deux instituts francophones spécialisés respectivement dans la gouvernance et dans le numérique :

- L'Institut de la Francophonie pour la Gouvernance universitaire (IFGU) à Yaoundé (Cameroun) ;
- L'Institut de la Francophonie pour l'ingénierie de la connaissance et la formation à distance (IFIC) à Tunis (Tunisie).

Ces deux instituts mettent leur expertise au service des institutions membres de l'AUF, des États et gouvernements et des grandes organisations internationales.

- **L'Institut de la Francophonie pour la Gouvernance universitaire (IFGU), Yaoundé, Cameroun**



Institut de la Francophonie pour la Gouvernance universitaire

En 2010, l'AUF en partenariat avec l'Association des universités du Commonwealth, et avec l'appui du Ministère de l'enseignement

supérieur du Cameroun, a créé un institut consacré à la gouvernance : l'Institut de la Francophonie pour la Gouvernance universitaire (IFGU, anciennement Institut Panafricain de gouvernance universitaire). Basé à l'Université de Yaoundé 2,

(Cameroun), il a pour vocation d'accompagner la modernisation de la gouvernance de l'enseignement supérieur en Afrique grâce à la mise en place de l'expertise, de modules de formation, de séminaires et d'ateliers et surtout d'outils spécifiques de gestion, d'analyse et d'évaluation. Il étend ses actions sur l'ensemble de la gouvernance (académique, administrative, financière, sociale, numérique et de la recherche) et amorce une fonction d'observatoire de l'enseignement supérieur en Afrique.

• **Un séminaire sur « La gouvernance des universités dans un monde globalisé et concurrentiel »**

Du 3 au 7 septembre 2012, l'Université de Lomé a abrité un séminaire sur « la gouvernance des universités dans un monde globalisé et concurrentiel ». Ce séminaire coorganisé par l'Institut de la Francophonie pour la gouvernance universitaire (IFGU), l'Université de Parakou

(Bénin) et les Universités de Lomé et de Kara au Togo visait à former les cadres dirigeants et les personnels administratifs et techniques des universités concernées au pilotage stratégique d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche. 25 cadres dirigeants et des personnels techniques et administratifs ont été formés dans le cadre de ce séminaire.

• **L'Institut de la Francophonie pour l'ingénierie de la connaissance et la formation à distance (IFIC), Tunis, Tunisie - <http://ific.auf.org>**



Au lendemain de la révolution de janvier 2011, le gouvernement de la République de Tunisie a confirmé son souhait d'accueillir un institut de la Francophonie consacré aux technologies de la formation et de la communication pour l'éducation. L'accord de siège portant création de l'Institut de la Francophonie pour l'Ingénierie de la Connaissance et la formation à distance (IFIC) a été signé à Tunis le 21 octobre 2011 par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le recteur de l'AUF.

Ouvert en juillet 2012, l'IFIC est hébergé à l'Institut national des sciences appliquées et de technologies (INSAT) de l'Université de Carthage. Il a pour rôle de participer au déploiement des technologies de l'information et de la communication pour l'éducation avec les établissements membres de l'AUF des pays du pourtour méditerranéen, par des actions de formation, de recherche, ainsi que par la conduite d'études et de conseils.

L'IFIC a été inauguré le 30 octobre 2012.

• **Les premières activités de l'IFIC**

- Organisation du Carrefour NumerICE

L'AUF a sollicité l'appui de l'Université de Lorraine (Nancy, France) pour lancer, dans le cadre de la mise en place de l'IFIC, une édition Tunisienne du «Carrefour NumerICE⁽³⁾», en partenariat avec l'Université de Carthage (Tunis, Tunisie). L'organisation des différents événements a été assurée localement par le campus numérique francophone^{MD} de Tunis : édition Tunisie du concours audiovisuel «C'est quoi le numérique dans tes cours ?» ; 6^e webinaire du Carrefour NumerICE animé depuis le CNF de Tunis sur le thème «Les outils Web 2.0 et le tutorat dans la formation à distance» ; rencontre sur le thème «Médias sociaux et pédagogie».

- Lancement de l'appel à candidatures pour la nouvelle formation certifiant à distance sur la e-reputation

Le certificat e-réputation repose sur un référentiel de compétences créé par l'AUF et l'Association pour la valorisation des usages des médias sociaux (VUMS) afin de développer et valoriser les bonnes pratiques dans l'utilisation de l'Internet participatif, et promouvoir une éthique de la e-réputation adossée au respect d'un comportement citoyen. La certification à la e-réputation est ouverte à toute personne ayant un projet personnel ou professionnel d'amélioration de sa e-réputation ou de celle de son organisation.

La première session de formation-certification entièrement à distance est prévue d'octobre 2012 à avril 2013.

⁽³⁾ Basé sur une dynamique d'échanges et laissant une large place à la sérendipité et aux réseaux sociaux, le Carrefour NumerICE a été lancé par l'Université de Lorraine fin 2011 à Nancy pour mieux faire connaître à ses enseignants et étudiants les possibilités d'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement (TICE).

1 > L'Initiative pour la formation à distance des maîtres (IFADEM) poursuit son développement - www.ifadem.org

Copilotée par l'Agence universitaire de la Francophonie et l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), et expérimentée entre 2008 et 2010 au Bénin, au Burundi, à Madagascar et à Haïti,

L'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM) se développe, participant ainsi aux efforts internationaux en faveur d'une éducation primaire de qualité pour tous. L'Initiative est déployée au Burundi et au Bénin et s'étend à de nouveaux pays : la République démocratique du Congo ; le Liban et le Niger.

La République démocratique du Congo a déjà rejoint IFADEM avec la signature d'une convention de partenariat en juillet 2011 prévoyant la formation de 600 instituteurs de la province de Katanga.

Le Liban et le Niger pourront prochainement bénéficier d'IFADEM.

En Haïti, la formation des 400 instituteurs concernés par l'initiative s'est achevée en juillet 2012. 500 instituteurs sont en cours de formation à Madagascar.

Au Burundi, 1 634 instituteurs ont réussi leur certification en septembre 2012 dans le cadre de la phase de déploiement d'IFADEM ; au Bénin

4 000 instituteurs de cinq départements ont débuté la formation en septembre 2012. Ce sont 1 100 instituteurs qui ont déjà été certifiés dans la phase pilote dans les deux pays d'IFADEM, menée entre 2008 et 2010.

En 2013, IFADEM sera déployée dans quatre nouveaux pays : Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire et Togo.



2 > 87 formations à distance soutenues par l'AUF pour l'année universitaire 2012-2013 – foad.refer.org

Ce sont aujourd'hui 87 formations à distance de niveau licence et master qui bénéficient du soutien de l'AUF.

Ces formations sont proposées par des universités du Nord et par un nombre croissant d'universités du Sud implantées au Burkina Faso, au Cameroun, en Égypte, au Liban, à Madagascar, au Maroc, au Sénégal, en Tunisie et au Vietnam. Huit d'entre elles ont bénéficié de l'accompagnement de l'AUF pour leur création.

Le soutien de l'AUF concerne : l'attribution d'allocations d'études aux apprenants ; la mise à disposition de son réseau de 60 campus numériques ; l'accompagnement des établissements d'enseignement supérieur des

pays francophones du Sud dans la création de dispositif de formations ouvertes et à distance (FOAD) ; la certification des tuteurs ou futurs tuteurs des FOAD.

En 2011-2012 plus de 1 240 apprenants, étudiants et professionnels, ont suivi leur formation à distance.

Pour l'année universitaire 2012-2013, 750 nouveaux apprenants débiteront leur apprentissage à distance en octobre 2012. Une deuxième session de sélection est en cours pour les formations démarrant en janvier 2013.

3 > 55 jeunes sélectionnés dans le cadre du Programme « Volontariat international de la Francophonie »

55 volontaires originaires de 16 pays ont été sélectionnés en 2012 dans le cadre du programme « Volontariat international de la Francophonie ».

Ce programme mis en place par l'OIF en 2006 offre aux jeunes francophones âgés de 21 à 34 ans la possibilité de s'engager durant douze mois pour mettre leurs compétences au service d'un projet et de vivre une expérience de mobilité internationale au sein de l'espace francophone qui s'intégrera à leur parcours professionnel.

Durant la phase pilote 2007-2009, 37 jeunes ressortissants de 14 pays ont été volontaires de la Francophonie.

Seize volontaires de la promotion 2012 réaliseront leur volontariat dans le cadre de projets menés par l'AUF.

4 > Lancement de l'appel à candidatures 2012-2013 du programme de bourses de recherche doctorale et post-doctorale « Eugen Ionescu »

L'Agence universitaire coordonne la gestion du programme « Eugen Ionescu » financé par le gouvernement roumain depuis 2007.

Le but de ce programme est de permettre aux chercheurs et aux doctorants des pays membres et observateurs de l'OIF, issus des établissements d'enseignement supérieur membres de l'AUF, de bénéficier d'une formation d'une durée minimale de trois mois dans 26 institutions d'enseignement supérieur roumaines.

Les cinq promotions de boursiers « Eugen Ionescu » déjà sélectionnés comptent 337 doctorants et chercheurs issus des pays suivants : Albanie,

Algérie, Bénin, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Côte d'Ivoire, République Centrafricaine, République démocratique du Congo, Égypte, France, Géorgie, Guinée, Liban, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Moldova, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie et Vietnam.

L'appel à candidatures pour l'année 2012-2013 est en cours : <http://formulaire.auf.org>

5 > La revue bimestrielle « Cahiers Agricultures », coéditée par l'AUF et John Libbey Eurotext maintenant en accès libre (Open access) www.cahiersagricultures.fr/

Tous les articles de cette source d'information de qualité sont désormais accessibles directement, sans aucun frais.

Cette libération de l'accès a été rendue possible grâce à l'appui des institutions qui soutiennent financièrement la revue, notamment l'Agence universitaire de la Francophonie.

Les auteurs qui souhaitent publier dans la revue, en français, ou éventuellement dans une autre langue, peuvent aujourd'hui soumettre gratuitement leurs manuscrits, les faire évaluer par des experts indépendants, et les faire paraître

si leur contenu est reconnu original et scientifiquement fondé.

Les autres partenaires : le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD, France), l'Institut national de recherche agronomique (INRA, France), l'Institut de recherche pour le développement (IRD, France), Gembloux Agro-Bio Tech (Université de Liège, Belgique).

Les implantations

DE L'AUF DANS LE MONDE

Pour retrouver la liste complète des implantations de l'AUF : Rectorat, Siège, Services centraux, Bureaux régionaux, Antennes, Délégations, Instituts et Campus numériques francophones^{MD} : www.auf.org/régions

Rectorat, Siège, Services centraux et Bureaux régionaux

- **Rectorat et Siège**
Montréal, Canada
Tél. : +1 514 343 6630
www.auf.org
- **Rectorat et services centraux**
Paris, France
Tél. : +33 1 44 41 18 18
www.auf.org
- **Bureau Afrique centrale et des Grands Lacs**
Yaoundé, Cameroun
Tél. : + 237 22 23 97 45
www.auf.org/regions/afrique-centrale
- **Bureau Afrique de l'Ouest**
Dakar, Sénégal
Tél. : +221 33 824 29 27
www.auf.org/regions/afrique-ouest
- **Bureau des Amériques - Pôle de développement**
Montréal, Canada
Tél. : +1 514 343 7241
www.auf.org/regions/ameriques
- **Bureau Asie Pacifique**
Hanoï, Vietnam
Tél. : +84 4 824 73 82
www.auf.org/regions/asie-pacifique
- **Bureau Caraïbe**
Port-au-Prince, Haïti
Tél. : +509 29 42 67 80
www.auf.org/regions/caraibe
- **Bureau Europe centrale et orientale**
Bucarest, Roumanie
Tél. : +40 21 312 12 76
www.auf.org/regions/europe-centraleorientale
- **Bureau Europe de l'Ouest - Pôle de développement**
Bruxelles, Belgique
Tél. : +32 2 290 93 52
www.auf.org/regions/europe-ouestmaghreb
- **Bureau Maghreb**
Rabat, Maroc
Tél. : +212 5 37 77 85 48
www.auf.org/bureau-maghreb
- **Bureau Moyen-Orient**
Beyrouth, Liban
Tél. : +961 1 420 270
www.auf.org/regions/moyen-orient
- **Bureau Océan Indien**
Antananarivo, Madagascar
Tél. : +261 20 22 318 04
www.auf.org/regions/ocean-indien

Ressources

- Formations ouvertes et à distance - foad.refer.org
- Plate-forme Acte (AGIR : Capacités TIC pour l'Education) - agir.transfer-tic.org/moodleauf
- Certification au tutorat à distance - certificationtutorat.refer.org/
- Savoirs en partage - savoirenpartage.auf.org
- Ressources pour les départements de français - <http://www.aidenligne-francais-universite.auf.org>
- Bulletins le français à l'université - www.bulletin.auf.org/
- Bibliothèque des savoirs en partage - Plus de 180 livres numérisés actuellement consultables gratuitement en texte intégral - <http://www.bibliotheque.auf.org>

Directrice de publication : Wanda Diebolt

Coordination de la rédaction : Julien Guyot

Rédaction : Sandrine Robert

Conception graphique : Huitième Jour

Paris, Octobre 2012

Les membres de l'AUF qui souhaitent soumettre des informations susceptibles d'être insérées dans cette revue peuvent écrire à l'adresse suivante : affaires-institutionnelles@auf.org